

# LE TEMPS

CHF 3.80 / France € 3.50

MARDI 10 MARS 2020 / N° 6661

## Portrait

Jérôme Félicité, l'immobilier en mouvement perpétuel ●●● PAGE 24



## Démographie

En 2100, la population mondiale devrait cesser de croître ●●● PAGE 13

## Marché de l'art

Malgré les défections, Tefaf Maastricht évite la catastrophe annoncée ●●● PAGE 22

## Disparition

Max von Sydow, une vie marquée par le sceau de Bergman ●●● PAGE 23

# Pétrole et virus font plonger les bourses

**LUNDI NOIR** Dans le sillage de l'effondrement du pétrole et sur fond d'inquiétudes liées au Covid-19, les marchés mondiaux ont brutalement chuté ce lundi

■ «Cela me fait penser à la crise de 2008», dit un vétéran de la finance. «C'est le début d'un mouvement déflationniste», craint un autre observateur

■ Le marché du brut s'est retrouvé dans une situation inédite: son prix a plongé de 30% hier matin avant de réduire son déclin autour de 20%

■ Cette double chute des bourses et du pétrole fait repartir le franc à la hausse vers des niveaux qui n'avaient plus été vus depuis les premiers mois de 2015

●●● PAGES 2-3

## La quarantaine, le Tessin et ses indispensables frontaliers



**REPORTAGE** La quarantaine décrétée par le gouvernement italien suscite une vive inquiétude au Tessin. Une fermeture des frontières priverait les entreprises tessinoises de leur précieuse main-d'œuvre frontalière. Pour l'heure, la douane reste ouverte, comme ici à Chiasso où les flux se sont réduits. (DIDIER RUEF POUR LE TEMPS)

●●● PAGES 9, 15

## Vikash Dhorasoo, l'insoumis du football

**RENCONTRE** Sur le terrain, il jouait dans l'axe en milieu de terrain relayeur. Mais aujourd'hui, c'est sur l'aile gauche que **Vikash Dhorasoo** se profile. L'ancien international français d'origine mauricienne se porte candidat à la mairie de Paris.



Rencontre avec une forte personnalité, toujours aussi difficile à cerner qu'à l'époque où il chaussait ses crampons, et qui évoque son engagement politique en citant l'écrivaine Toni Morrison: «Quand tu as le sentiment de t'être libéré, tu dois aller libérer les autres.»

●●● PAGE 21

## Retour sur un séjour controversé

**ALGÉRIE** Il y a un an, Abdelaziz Bouteflika était hospitalisé à Genève. Son séjour rappelle les liens très étroits que le dictateur a entretenus avec la Suisse

■ L'Algérie ne s'intéresse toujours pas aux fonds qu'il aurait déposés dans les banques helvétiques

●●● PAGES 4-5

## ÉDITORIAL

### La culture, un fragile écosystème

STÉPHANE GOBBO  
@StephGobbo

Et une manifestation de plus qui jette l'éponge. Lundi après-midi, un communiqué du Cully Jazz Festival faisait suite à une longue succession d'annulations en tous genres. Mais avec un message inédit: les organisateurs du rendez-vous printanier évoquent la possibilité d'une disparition définitive.

En Suisse, la culture génère un chiffre d'affaires annuel de quelque

70 milliards, se réjouissait l'Office fédéral de la culture en 2015. Des transports à l'hôtellerie, de la restauration aux petits artisans, en passant par une multitude de professions diverses (graphistes, publicitaires, etc.), c'est un vaste écosystème qui bénéficie des retombées liées à l'extrême richesse de l'offre. Or voici que le coronavirus est en train de terrasser ce secteur qui, certes, brasse des milliards, mais repose aussi sur un modèle précaire. Car il dépend massivement d'aides publiques et privées, tout en fonction-

nant, en dehors des grandes institutions, grâce au bénévolat et à des associations à but non lucratif.

L'exemple du Cully Jazz est symptomatique des nombreux effets collatéraux qu'un événement supprimé peut engendrer. Premiers concernés, les artistes: certains comptaient sur leur venue en terre vaudoise, promesse d'un cachet intéressant, pour ensuite effectuer un tour d'Europe des clubs. Avec cette date à rayer des agendas, sans par-

ler de l'impossibilité de jouer en Italie du Nord et dans d'autres régions fortement touchées par le coronavirus, plusieurs tournées sont en péril. Des ingénieurs du son aux éclairagistes, en passant par les ouvriers spécialisés dans le montage des scènes, de nombreux métiers sont également

impactés. Sans parler des vigneron, qui pour certains réalisaient 10% de leurs recettes annuelles à Cully.

En Suisse, en Europe et ailleurs dans

le monde, les annulations vont bon train. Au Texas, le festival South by Southwest n'aura pas lieu. En Californie, le géant Coachella est menacé. Il est probable qu'à l'heure où les grandes manifestations estivales bouclent leur programmation, certaines têtes d'affiche renoncent à prendre la route. Soudainement, l'économie florissante de la culture ressemble à un château de cartes au bord de l'effondrement. C'est inquiétant. Aux collectivités, dès lors, de prendre leurs responsabilités.

●●● PAGE 23

**Aux collectivités, de prendre leurs responsabilités**

# Le Tessin mesure le rôle de ses frontaliers

**CORONAVIRUS** A la douane de Chiasso, les flux de véhicules sont réduits dans les deux sens. Partout dans le canton, on s'adapte à la «fermeture» de la Lombardie décrétée en Italie pour endiguer la progression de la maladie

ANDRÉE-MARIE DUSSAULT, CHIASSO

Midi à Chiasso. Au rond-point, à moins d'un kilomètre de la douane, un fourgon et deux policiers tessinois. Inhabituel. Gantés et masqués, ils contrôlent systématiquement toutes les voitures immatriculées en Italie, demandant aux conducteurs leur permis G. Car depuis lundi matin, seuls les Italiens qui viennent au Tessin pour travailler sont censés traverser la frontière.

Mais à la douane principale de Chiasso, pas de trace des renforts des forces de l'ordre dont ont parlé la veille les autorités tessinoises. Côté suisse, quelques voitures italiennes se font contrôler, pas toutes. «Ceux qui passent tous les jours, les gardes-frontières les connaissent. Mais même si, théoriquement, ils se rendent en Suisse pour travailler, ce n'est pas vrai pour tous», commente une commerçante de Chiasso.

## Inquiétude des patrons

A deux pas de là, au café, le gérant confie que la veille, dimanche, il a vécu quelques heures d'angoisse avant d'entendre la confirmation officielle que les Italiens pourraient se rendre en Suisse pour des raisons professionnelles. «Mes deux employés sont Italiens; sans eux, je me serais retrouvé seul à tout faire.»

En ville, le climat a-t-il changé en ces temps de coronavirus? Il y a beaucoup moins de monde que d'habitude, assure-t-il. «Ceci, au centre de Chiasso, tous les bureaux opèrent dans les services et embauchent presque exclusivement des frontaliers. Ces jours, la moitié d'entre eux restent à la maison. Mes affaires en ont souffert.»

Du côté italien, à un pâté de maisons de la douane de Chiasso, au bar Primavera, l'humeur est plus



Des policiers tessinois vérifient que les travailleurs italiens passant la frontière à Chiasso disposent d'un permis de travail valable. (DIDIER RUEF POUR LE TEMPS)

REPORTAGE

morose encore. On ne peut pas boire au bar, mesures anti-coronavirus italiennes obligent, le tenancier doit porter lui-même de sa main gantée notre thé à une table. Contraint d'ouvrir à 6h, il se plaint d'avoir manqué les travailleurs frontaliers ce matin; habituellement il ouvre à 5h. «Depuis deux semaines, les Tessinois nous ont désertés, regrette-t-il, avouant craindre le pire pour la suite. Ils allaient faire leurs courses en Italie, s'arrêtaient boire un café, avant de rentrer.»

Quant aux voitures italiennes allant vers le Tessin, leur passage s'est réduit de moitié, estime-t-il. «En dehors des heures de pointe, il n'y a presque pas de mouvement, alors qu'en temps normal, ici, il y a la queue du matin au soir.»

## Frontaliers dans les hôtels

En remontant un peu plus au nord du canton, à Mendrisio, on constate que les stationnements du casino Admiral et de son voisin Foxtown, un grand complexe comptant 160 magasins s'étendant sur 30000 mètres

carrés, tous deux prisés des Italiens et de la communauté chinoise de Milan, sont quasi vides, tout comme c'était le cas cette fin de semaine. Les maisons closes, autorisées au Tessin, presque toutes situées au sud du canton, n'ont plus de clients.

Le gérant du fameux Oceano affirmait ces jours enregistrer une baisse d'environ 40% de sa clientèle, pour l'essentiel italienne. Les travailleuses ont aussi pris peur; 15 sur 38, ont plié bagage.

En revanche, à Mendrisio, de nombreux hôtels affichent com-

plet. L'Association des industries tessinoises (AITI) a dès vendredi dernier suggéré aux frontaliers de séjourner au Tessin un moment, histoire d'éviter de rester coincés en Italie, si la frontière devait fermer. L'appel semble avoir été entendu.

D'autres, souffrant de l'absence de réservations, due à la psychose du Covid-19, en profitent pour tendre une main. A l'instar de l'hôtel Garni Montaldi, à Locarno, qui offre aux travailleurs italiens voulant dormir sur le territoire

une chambre à partir de 25 francs la nuit et un prix plus avantageux pour le plus long terme.

## Demande de fermeture des frontières

Un peu partout dans le canton, on s'adapte à la nouvelle donne. Sur son site, la Haute Ecole spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI) a communiqué qu'elle demeurerait fermée lundi, voire plus longtemps. Si les enseignants italiens peuvent se rendre en Suisse, ce

## Les maisons closes, presque toutes situées au sud du canton, n'ont plus de clients

n'est en revanche pas le cas des étudiants de la Péninsule, nombreux à fréquenter les écoles post-obligatoires du canton. Quant à la ligne de chemin de fer reliant Locarno et Domodossola, elle a suspendu ses parcours internationaux jusqu'à nouvel ordre.

Alors que l'économie tessinoise soupire de soulagement et que l'on juge l'importance des Italiens pour l'économie du canton, à Berne, la Lega, par la voix de son conseiller national Lorenzo Quadri, critiquait vertement le Conseil fédéral, condamnant la décision de permettre à près de 70000 frontaliers italiens de rentrer chaque jour au Tessin, où on recensait lundi soir 68 cas de coronavirus. «Un comble, a-t-il précisé, le ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis, étant l'ancien médecin cantonal du Tessin.» ■

## Le parlement résiste à l'épidémie

**BERNE** La session de printemps se poursuivra jusqu'au 20 mars. Mais les plus âgés, comme le doyen Jean-Pierre Grin, sont incités à être particulièrement vigilants à leur état de santé

BERNARD WUTHRICH, BERNE  
@BdWuthrich

Par mesure de précaution, Jean-Pierre Grin se tient, en ce lundi après-midi, assis dans un fauteuil, en haut du grand escalier du Palais fédéral, à l'écart de ses collègues. L'UDC vaudois fêtera ses 73 ans dans une semaine. Il est le doyen du parlement. Il est directement concerné par les mesures de protection des groupes vulnérables annoncées par l'Office fédéral de la santé publique (OFSP), reprises à leur compte lundi par les bureaux des deux Chambres fédérales.

Les personnes les plus exposées au coronavirus sont celles qui ont plus de 65 ans et celles qui souffrent d'une maladie chronique grave. Elles doivent veiller au grain et respecter les règles de distance et d'hygiène. Mais les bureaux des Chambres ne veulent rien imposer aux huit élus fédéraux – tous des hommes, dont Daniel Bré-laz (Verts/VD) et le président du Conseil des Etats Hans Stöckli (PS/BE) – qui ont dépassé cet âge. Ils en appellent à leur responsabilité personnelle: «Les parlementaires malades sont invités à ne plus venir siéger», conseille

la présidente du Conseil national, Isabelle Moret (PLR/VD). Les anciens députés n'ont en revanche plus accès au Palais fédéral.

Jean-Pierre Grin reçoit ce message avec philosophie. «Je me désinfecte davantage les mains et j'évite les grands rassemblements, dont la plupart ont de toute manière été annulés», relève le paysan de Pomy. Il s'inquiète cependant du sort du prochain Comptoir yverdonnois, qui

## «Les parlementaires malades sont invités à ne plus venir siéger»

ISABELLE MORET (PLR/VD), PRÉSIDENTE DU CONSEIL NATIONAL

doit s'ouvrir le 27 mars et dont il est le responsable de la halle agricole. «S'il a lieu, je ne m'y rendrai que lorsque ce sera absolument nécessaire», confie-t-il. Une décision sur la tenue de ce grand rendez-vous du Nord vaudois doit être prise le 15 mars.

## Chômage partiel en ligne de mire

Les bureaux ont refusé d'interrompre la session des Chambres fédérales, comme l'a demandé le chef du groupe UDC, Thomas

Aeschi. Celui-ci aurait voulu y mettre un terme, sous prétexte que le parlement doit être en forme pour traiter des sujets aussi importants que la rente-pont, la loi sur le CO2 et les nouvelles règles de probité adressées aux multinationales. Mais ses adversaires politiques y voient une manœuvre tactique: comme l'UDC est opposée à tous ces projets, un report ne l'aurait pas dérangée. La requête de Thomas Aeschi a ainsi été rejetée par le Conseil national, par 155 voix contre 13. «Bien essayé», tweete ironiquement le Vert neuchâtois Fabien Fivaz.

La session va ainsi se poursuivre jusqu'au 20 mars. Lundi, à l'heure des questions, le Conseil fédéral a donné quelques précisions sur ce qu'il compte faire pour combattre les effets du coronavirus. Guy Parmelin a confirmé que le chômage partiel en cas de réduction de l'horaire de travail serait l'instrument phare. Le délai de préavis pourrait être ramené de dix à trois jours. En revanche, il voit mal le délai de carence être raccourci à un seul jour. Il ne juge pas non plus nécessaire de prolonger la durée d'indemnisation de douze à dix-huit mois. «Mais toutes les options sont en cours d'analyse», ajoute-t-il. De son côté, Alain Berset relève que l'interdiction des manifestations de plus de 1000 personnes s'est révélée «efficace». Le Conseil fédéral décidera vendredi s'il prolonge cette mesure au-delà du 15 mars. ■

## Le remède du PDC genevois

**ÉCONOMIE** Une motion propose un assouplissement fiscal, en termes de délai de paiement et de taux d'intérêt compensatoire. Une mesure censée soulager les problèmes de trésorerie des entreprises et des particuliers

LAURE LUGON ZUGRAVU  
@LaureLugon

A Genève, le PDC se met au chevet d'un nouveau patient malade du Covid-19, l'économie. Sébastien Desfayes, député suppléant au Grand Conseil, vient de déposer une motion appelant à «un répit fiscal pour amortir le choc économique du coronavirus». Autrement dit, à assouplir la douloureuse des contribuables en cas de crise. Il soumet aussi au parlement un projet de loi, puisque l'acceptation de cette motion entraînerait une modification législative.

Concrètement, il s'agirait d'accorder un délai supplémentaire de deux mois pour le paiement des impôts des personnes morales et physiques; de repousser le départ des intérêts de quatre mois et de fixer un taux d'intérêt moratoire – ce que doit payer le contribuable en cas de retard – à 1,5% au lieu des 2,51% actuels.

«C'est le moyen le plus efficace pour pallier les besoins de trésorerie des entreprises et des indépendants», estime Sébas-

tien Desfayes. Car Genève pourrait connaître une crise plus grave que celle de 2008. Si on ne fait rien, ça coûtera encore plus cher. «Hôtellerie, restauration, commerce de détail, industrie d'exportation, acteurs de la culture et de l'événementiel sont durement affectés. Très interdépendantes, des PME ont déjà recours au chômage partiel et au gel des embauches – comme la compagnie Swiss. Autant de signaux qui font craindre un sérieux coup de frein, pour ne pas utiliser de terme plus alarmiste.

## «On aurait tort de se priver de mesures pas trop chères»

Fixé par le Conseil d'Etat, l'intérêt moratoire n'a pas toujours été à 2,51%. Après la crise de 2008, il était passé de 3,2 à 1,5%, et ce pour trois années consécutives, «soit une baisse plus significative que celle demandée aujourd'hui», fait valoir le PDC. A cette époque-là, l'Etat était aussi plus généreux pour les contribuables zélés, avec des intérêts rémunérateurs et compensatoires à 1,5%, alors que l'Etat ne gratifie le contribuable aujourd'hui que de 0,01% si celui-ci paie en avance.

«Prolonger le délai d'échéance revient en quelque sorte à un prêt sans intérêt de l'Etat pendant quelques mois, note Sébastien Desfayes. Il résout en partie le problème de liquidités. Alors

qu'une baisse d'impôts n'atteindrait pas le but poursuivi, car qui fait des pertes ne paie pas d'impôts.» La droite va sans aucun doute soutenir une proposition qui ne ressemble pas encore à un remède de cheval: «On aurait tort de se priver de mesures pas trop chères pour la collectivité et d'une bonne efficacité pour les PME en difficulté conjoncturelle», résume le député PLR Cyril Aellen. La présidente de la direction d'Economiesuisse, Monika Rühl, a elle-même évoqué dimanche à la RTS une prolongation du délai de paiement des impôts.

A gauche, en revanche, le PDC aura du mal à convaincre, même si, en incluant les personnes physiques, il espère quelques soutiens. En tout cas, il n'aura pas celui de Romain de Sainte Marie, député socialiste: «Il s'agit d'une fausse bonne idée. On se trompe de cible quand on fait un rabais d'impôts sans savoir exactement si ceux qui en bénéficieraient seront ou non impactés. C'est encore prématuré, et j'y vois une récupération d'un sujet de préoccupation.» Sans surprise, le député privilégie un fonds de soutien de l'Etat. Financé comment? «Par exemple en supprimant certaines niches fiscales», tout en admettant que la mise en œuvre serait plus compliquée. Le parlement devrait traiter cet objet cette semaine, en urgence. ■